

« Soit on pousse les murs, soit on retire des élèves »

La FSU et d'autres syndicats ont appelé les personnels de l'Éducation nationale à la grève ce mardi, afin de dire « stop à la mascarade sanitaire ». Dans le Haut-Rhin, l'idée a été de donner un aperçu de ce que représente une classe de 30 élèves dans 60 m².

Plutôt qu'un classique rassemblement au square de la Bourse à Mulhouse pour dire « stop à la mascarade sanitaire dans l'Éducation nationale », la fédération syndicale FSU 68 a eu l'idée ce mardi d'une performance plus visuelle. Il s'agissait d'asseoir 30 enseignants dans un espace matérialisé par des plots, d'abord serrés sur 60 m², soit la superficie habituelle des salles de classe, puis plus à l'aise dans 90 m², en respectant la distanciation entre les chaises. « Soit on pousse les murs, soit on retire une partie des élèves et on recrute du personnel, ce qu'on demande depuis des années », résume l'un des représentants, Jean-Marie Koelblen.

Tous s'accordent sur le fait que « les établissements doivent absolument rester ouverts », mais « en toute sécurité sanitaire ». Les enseignants qui ont développé « des trésors d'imagination » pour assurer la continuité pédagogique ces derniers mois, comme le rappelle Valérie Poyet, secrétaire départementale de la FSU 68, doivent à présent être entendus dans leur « demande de personnels supplémentaires pour pallier les absences des collègues vulnérables », notamment en élargissant aux candidats inscrits sur les « listes complémentaires » des concours de l'enseignement, et « permettre de mettre en place des demi-groupes au collège », comme cela vient d'être rendu possible dans les lycées. Une différence de traitement qui explique que ce sont les enseignants de collège qui ont le plus suivi l'appel intersyndical à la grève, lancé ce mardi avec Sud, FO et la CGT, quoiqu'avec des taux de participation très variables.

Impréparation et manque de moyens

En plus de réduire les effectifs dans les classes et ainsi la circulation du virus, la mesure faciliterait les déplacements des élèves à la cantine, dans la cour, les couloirs « qui ne sont pas extensibles », de façon à ce qu'ils puissent se rendre dans « les salles spécialisées de sciences ou d'arts plastiques et retrouver des enseignements normaux », fait valoir Élise Peter, secrétaire départementale du Snes-FSU 68. Autre exemple, « en sport, même avec la meilleure volonté du monde, c'est très compliqué de maintenir deux mètres entre chaque élève », ajoute Frédéric Greiner, secrétaire départemental du Snep-FSU 68.

Mais, plutôt que « de laisser toute latitude aux établissements de s'organiser », comme le préconise le ministère, le syndicat demande un protocole clair et « sans rupture d'égalité » qui pourrait également s'appliquer aux collégiens considérés comme moins autonomes dans leur travail, soit une alternance courte « à la journée ou à la demi-journée », et ce sans que les enseignants n'aient à cumuler cours « présentiel » et classe virtuelle.

La FSU demande aussi « des allègements de programmes, en collège et en lycée, surtout dans les classes à examen : on ne peut pas avancer au même rythme que d'habitude ». Quant à envisager que des plus petits puissent eux aussi partager leur temps entre l'école et la maison, « c'est plus compliqué », concède Ghislaine Umhauer, secrétaire départementale du Snuipp-FSU 68, répétant : « Ce qu'il faut ce sont des enseignants en plus pour pouvoir installer des élèves dans d'autres salles. On fait tout ce qu'il faut pour eux, mais on va s'effondrer ! »

En plus d'une grande impréparation, ces enseignants reprochent encore à leur hiérarchie un manque de moyens, rappelant qu'il n'y a pas partout du gel hydroalcoolique ou des points d'eau en nombre suffisant, ni même d'agents pour assurer le nettoyage nécessaire.

Catherine Chenciner, DNA, 11 novembre 2020